

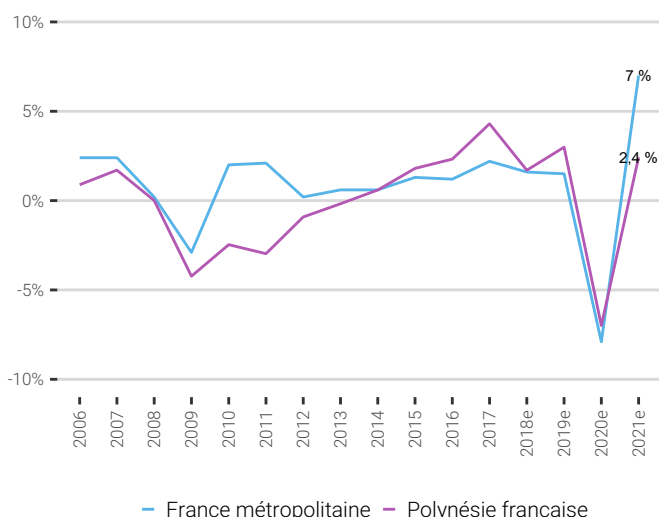
La croissance se redresse en 2021 mais ne retrouve pas son niveau d'avant-crise

En 2021, la croissance se redresse en Polynésie française. La progression du produit intérieur brut (PIB) en volume est de 2,4 % après une perte de croissance de 7,2 % en 2020. La consommation des ménages constitue le principal moteur de cette croissance après un fort ralentissement en 2020. La consommation des administrations et l'investissement augmentent également. En revanche, conséquence d'une consommation et d'un investissement dynamiques, la hausse des importations pèse négativement sur la croissance. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail s'améliore, soutenant pour partie des gains de pouvoir d'achat de 3 % après une chute de 4 % en 2020.

La croissance du PIB de la Polynésie française se redresse

Le PIB progresse de 2,4 % en volume, contribuant à rattraper un quart des pertes de 2020. Cette croissance s'accompagne d'une faible inflation en 2021, même si des premiers signes de hausse des prix apparaissent au cours du troisième trimestre, en lien avec la hausse du prix des énergies. Le PIB par habitant progresse de 2,1 % en volume en 2021, soit trois fois moins vite qu'au niveau national. Il s'établit ainsi à 2 millions de F.CFP par habitant. Dans l'Hexagone, l'activité a fortement accéléré en 2021 (+ 7 % contre -7,9 % en 2020), portant le PIB par habitant à plus de 4 millions de F.CFP.

Fig. 1. Évolution du taux de croissance du PIB en volume



Source : Comptes économiques rapides - ISPF, INSEE

Les éléments qui contribuent à la croissance économique sont exclusivement liés à la demande intérieure (+ 3,1 points) avec une consommation des ménages très dynamique (+ 1,7 point). Le secteur public a continué, par le biais de dépenses de fonctionnement

et d'investissement, à soutenir une demande qui reste fragile. Les investissements privés ont continué de croître en 2021, profitant d'un contexte de taux de financement bas. Les exportations de biens et de services progressent et contribuent pour 1,4 point à la hausse du PIB. Néanmoins, la forte croissance des importations de biens mais aussi de services, liée à la reprise, annule cet effet avec -2,1 points de contribution. Le commerce extérieur contribue au total pour -0,7 point à la croissance du PIB.

TABLE 1. Les principaux agrégats et leur évolution

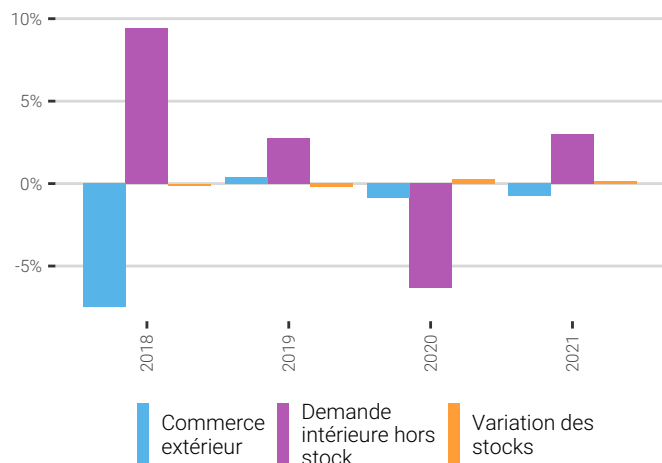
Unité : milliards de F.CFP	2020	2021 au prix de 2020	Valeur	Prix	Volume
PIB	597,8	612,3	2,2%	-0,2%	2,4%
Consommation des ménages	408,4	418,8	3,1%	0,6%	2,5%
Consommation publique	197,5	199,8	2,4%	1,2%	1,2%
Investissement public	32,3	33,2	5,0%	2,3%	2,7%
Investissement privé et variation des stocks	103,0	107,5	5,3%	0,9%	4,4%
Importation de biens et de services	213,2	225,7	10,7%	4,6%	5,9%
Exportation de biens et de services	66,9	75,0	15,3%	2,9%	12,1%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

La consommation des ménages porte la reprise

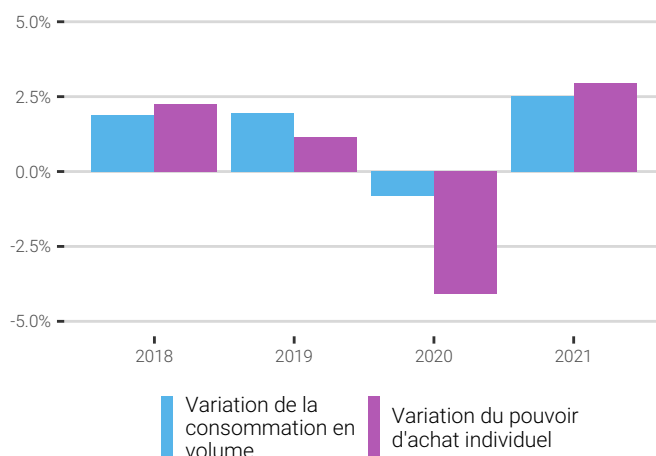
En Polynésie française, la consommation des ménages est le premier moteur de la croissance en y contribuant pour 1,7 point. Alors qu'elle était en recul de 1 % en 2020, la consommation des ménages progresse fortement de 2,5 % en 2021, sous l'effet d'un pouvoir d'achat dynamique et d'un marché du travail en rebond. Les biens consommés (45 % de la consommation totale des ménages) étant en grande partie importés, cette hausse de la consommation des ménages se retrouve dans la forte augmentation des importations (+ 6 % contre - 20 % en 2020).

FIG. 2. Contributions à la croissance en volume



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

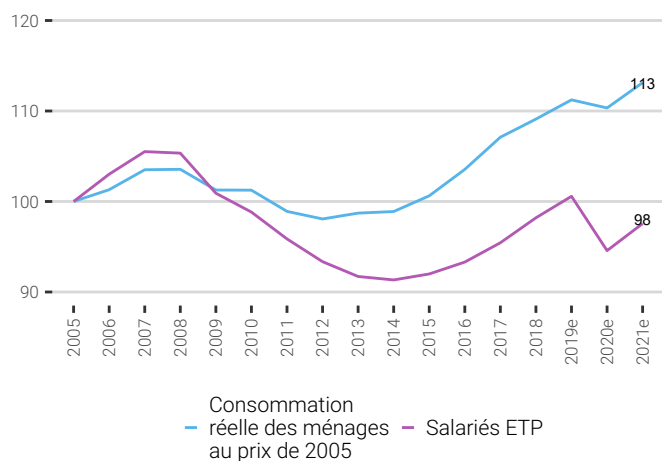
FIG. 4. Évolution du pouvoir d'achat et de la consommation en volume



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

En 2021, les importations de biens de consommation progressent ainsi de 16 % en valeur sur un an, tout comme les importations de voitures (+ 30 %) pour atteindre des niveaux de valeurs jamais observés en Polynésie française. Les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de 1,2 % en volume et contribuent pour 0,4 point à la croissance. Principale composante de cette dépense, la masse salariale publique qui représente 155 milliards de F.CFP, progresse en valeur de 2,2 % en 2021. Cette croissance s'explique en partie par la hausse des dépenses de santé liées à la pandémie.

FIG. 3. Évolution des effectifs et de la consommation des ménages en volume



Source : Comptes économiques rapides - ISPF (Indice Base 100 - 2005)

Le pouvoir d'achat moyen des Polynésiens se redresse

Dans un contexte faiblement inflationniste en 2021 (+ 0,5 % contre - 0,1 % en 2020) et soutenu par des revenus en hausse (+ 3,7 %), le pouvoir d'achat total des ménages progresse de 3 %.

Cette hausse du pouvoir d'achat est stimulée par l'accélération simultanée des revenus d'activité (+ 4,3 %) dopés pour partie par la reprise de l'emploi (+ 2,6 % de masse salariale) et par les aides publiques dédiées à la crise de la Covid-19 (28 milliards en 2021 contre 14 milliards en 2020). Le revenu disponible brut s'élève à 1 740 000 de F.CFP par habitant en 2021, soit deux tiers du niveau mesuré dans l'Hexagone.

TABLE 2. Comptes de revenu des ménages

Unité : milliards de F.CFP	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
Excédent brut d'exploitation	100	101	94	103	9,60%
Salaires	276	283	273	280	2,60%
Autres revenus	61	63	59	60	2,20%
Prestations sociales	66,3	66,6	67	68	0,90%
Impôts	23,6	24,3	22,7	23,2	2,20%
Revenu disponible	480	489	470	487	3,70%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Des investissements toujours dynamiques

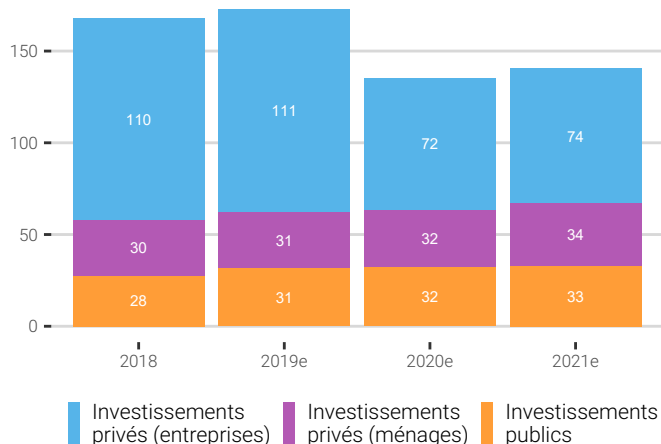
En 2021, l'investissement croît de 4 % en 2021 et contribue pour 0,9 point à la croissance.

L'investissement dans la construction reste dynamique. Le chiffre d'affaires du secteur progresse de 10 %, porté par celui de la construction de bâtiment (+ 20 %). L'investissement public soutient ce résultat avec des dépenses d'investissement qui restent élevées. D'autre part, l'investissement privé demeure bien orienté, avec notamment des crédits à l'habitat des ménages en hausse de 5 %. Les ménages profitent toujours de la poursuite de la baisse des taux moyens des crédits immobiliers atteignant 1,82 % au quatrième trimestre 2021 en Polynésie française, contre 1,9 % un an auparavant et 2,07 % au quatrième trimestre 2019. L'élargissement de l'aide à l'investissement des ménages (AIM) pour l'année 2021, sans condition de revenus ni nécessité de financer l'opération par un prêt, participe au maintien de la demande des ménages. L'épargne accumulée par les ménages au cours de l'année 2020 peut aussi soutenir les travaux de construction ou de rénovation. Les volumes importés d'intrants du bâtiment (fer, bois, ciment) progressent fortement cette année.

Essentiellement orientés vers les investissements en biens d'équipement (+ 3 % en 2021), les investissements des entreprises en produits de la construction restent aussi soutenus avec la progression des encours des crédits immobiliers des entreprises

(+ 24 % en 2021, contre + 23 % en 2020). La bonne tenue des investissements en biens d'équipement se retrouve dans la hausse en valeur de 17 % des importations en biens d'équipement.

FIG. 5. Évolution de l'investissement en volume

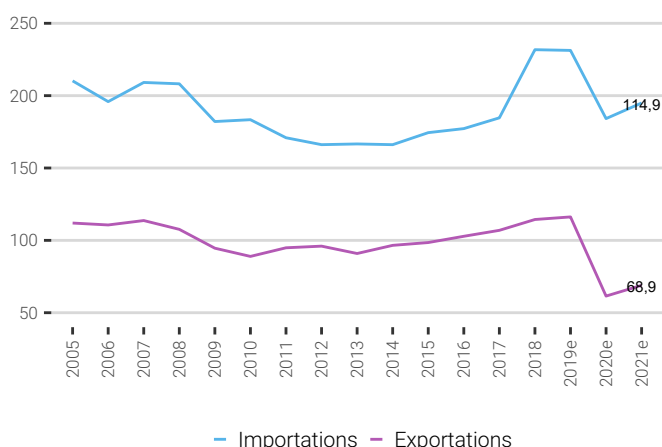


Source : Comptes économiques rapides - ISPF

La forte hausse des importations et les contraintes sanitaires qui pèsent sur les exportations de services touristiques freinent la reprise

En 2021, la Polynésie française importe 238 milliards de F.CFP de biens et de services et en exporte pour 77 milliards. Les importations progressent fortement en valeur (+ 11 %) et en volume (+ 6 %) pour un montant (hors avions gros-porteur) jamais observé en Polynésie française. Cette hausse des importations s'explique presque entièrement par la reprise des importations de biens (+ 7 %) car celle de services (7 % du total en 2021) qui est essentiellement composée de services touristiques, est restée contrainte par les restrictions de déplacement (destination fermée, contrainte sur les voyageurs polynésiens, etc.).

FIG. 6. Évolution des importations et exportations de biens et services en volume



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance comme en 2020, mais pour des raisons opposées. En effet, la baisse des importations de 20 % en volume en 2020 (absence d'importation d'avion cette année-là) avait partiellement compensé la chute des exportations (- 47 %) permettant d'en limiter l'impact sur le PIB. En revanche, la forte reprise des importations de 2021 qui contribue pour - 2,1 points au PIB n'a pu être compensée par la reprise des exportations (+ 12 %, + 0,9 point de contribution). Le commerce extérieur contribue ainsi pour - 0,7 point à la croissance.

Dans le détail, la hausse en valeur des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires explique la moitié de la croissance, alors que celle en biens de consommations et en produits de l'industrie agro-alimentaire en explique un tiers. Le reste de la hausse concerne les produits énergétiques, dont les prix progressent de 15 % sur un an, et les volumes sont en hausse. L'Hexagone reste le principal fournisseur de la Polynésie française (23 % des importations) mais l'Asie (93 % des produits énergétiques et 50 % des produits de l'industrie automobile) et l'Union européenne sont aussi des partenaires privilégiés. Si les pays du Pacifique sont les plus proches, les importations originaires de cette région représentent moins de 10 % des importations en valeur.


Les exportations se redressent de 12 % en volume en 2021. Constituées principalement de services touristiques (transport, hôtellerie-restauration), les exportations de services progressent de 3 % alors que celles de biens croissent de 32 %. Si la reprise de la fréquentation touristique (+ 7 % sur un an), toujours pénalisée par les contraintes sanitaires, explique la faible croissance des exportations de services, la reprise des exportations de biens s'explique par la forte hausse en volume d'exportations de perles (17 tonnes contre 9 tonnes en 2020, dont 50 % sont sortis avant la remise en place de la DSPE en mai 2021) ainsi que de produits de la mer.

TABLE 3. Bilan des exportations à francs constants (prix 2018)

	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
Perles	8	7	6	11	77%
Pêches	2	2	1	1	75%
Autres biens	19	19	15	16	11%
Sous-total exportation de biens	29	28	22	29	32%
Service de transport	48	49	23	24	7%
Services hôteliers et restauration	39	43	17	18	4%
Autres services	14	12	9	9	0%
Sous-total exportation de services	101	104	49	51	3%
Total exportation	130	132	71	79	12%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Télécharger les données

 Toutes les données

Méthodologie

Les premiers résultats issus des comptes rapides

L'année 2014 marque la réalisation d'un premier compte économique rapide en Polynésie française produit par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD, et l'IEOM. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données sera collectée. L'évolution du PIB réel (en volume) élimine de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le TES 2011 (Tableau des Entrées - Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

Le revenu brut des entreprises individuelles

En comptabilité nationale, le revenu brut des entreprises individuelles est une composante du revenu des ménages; il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il est analogue aux revenus salariaux que reçoivent les salariés des entreprises non-individuelles. Le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise, et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant que chef d'entreprise.

Les publications du CEROM - Polynésie française

- *Des ménages réservés sur la situation économique* (mars 2022)
- *La situation économique des ménages à l'heure du deuxième confinement général* (octobre 2021)
- *Les comptes économiques rapides de la Polynésie française en 2020* (septembre 2021)
- *Où en sont les ménages après un an de crise Covid-19 ?* (avril 2021)
- *Estimation du PIB 2020* (décembre 2020)
- *Impact de la Covid-19 : 3e enquête* (décembre 2020)
- *Bilan macro économique 2006-2018 "Une crise économique profonde et un modèle à renouveler"* (novembre 2020)
- *Tourisme et demande intérieure porte la croissance* (août 2020)
- *Enquête : Les entreprises face à la crise en mai et juin 2020* (août 2020)
- *Le CEROM de Polynésie française a interrogé les entreprises polynésiennes pour connaître leur sentiment quant au Covid-19 et ses implications sur le mois d'avril et à plus long terme* (juin 2020)
- *Risques conjoncturels pour l'économie polynésienne* (avril 2020)
- *Tous les feux passent au vert en 2018* (juillet 2019)
- *La consommation des ménages porte la croissance du PIB en 2017* (juillet 2019)
- *En 2016, consommation des ménages et activités touristiques, principaux moteurs de la croissance* (juillet 2017)
- *L'économie bleue en Polynésie française "Un atout et des opportunités de croissance"* (août 2016)
- *Les comptes économiques rapides de la Polynésie française "La demande intérieure privée, moteur de la croissance"* (juillet 2016)
- *Les comptes économiques rapides de la Polynésie française "Une légère reprise"* (juillet 2015)
- *Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010* (octobre 2010)
- *L'Économie polynésienne post C.E.P. une dépendance difficile à surmonter 1995 - 2003* (décembre 2007)
- *Tableaux de bord économiques de la Polynésie française* (conjoncturels)

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Référence
Numéro	1330
Auteur de la publication	Julien VUCHER-VISIN
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépôt légal	Juin 2022
Informations	Immeuble Uupa - 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti - Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	1247-7370

